

## 13.5 Union monétaire européenne

Après une dynamique de croissance particulièrement robuste en 2017, l'expansion économique de la **zone euro** s'est poursuivie en 2018, mais à un rythme plus modéré (+ 1,9 %, après + 2,5 %). Les revenus des ménages de la zone euro ont accéléré plus vivement que l'**inflation**, si bien que leur pouvoir d'achat augmente de 1,7 % après + 1,3 % en 2017. Leur consommation décélère pourtant à + 1,3 % après + 1,8 %, entraînant ainsi une augmentation de leur taux d'épargne en 2018. L'investissement se maintient à un rythme élevé (+ 3,1 %, après + 2,9 %). Le commerce extérieur pèse aussi sur la croissance : les exportations n'augmentent que de + 2,2 % après + 5,3 % en 2017 dans le sillage du ralentissement mondial. Les importations ralentissent moins fortement à 3,4 % après 5,3 % favorisées par la relative bonne tenue de la demande intérieure et notamment de l'investissement. Néanmoins, la balance courante de la zone euro est toujours largement excédentaire en 2018.

Les principaux pays de la zone euro voient leur économie ralentir en 2018. La croissance du PIB français perd de la vigueur à + 1,7 % après une année 2017 record à + 2,3 %. La croissance allemande baisse aussi (+ 1,5 %, après + 2,5 %) et l'activité décélère franchement en Italie. L'activité espagnole résiste mieux à la perte de vitesse générale : elle croît de + 2,4 % après + 2,9 % en 2017.

Le **taux de change effectif nominal** de l'euro s'est apprécié depuis début 2018. En termes bilatéraux, l'euro s'est déprécié

par rapport aux autres grandes devises, de manière particulièrement prononcée vis-à-vis du dollar, du yen japonais et, bien que dans une moindre mesure, par rapport au franc suisse. Dans le même temps, l'euro s'est nettement apprécié vis-à-vis de la plupart des devises des marchés émergents.

En 2018, dans la zone euro, l'inflation totale, mesurée par l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, a atteint 1,7 %, en moyenne, après 1,5 % l'année précédente. Cette accélération reflète largement la hausse des prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des prix des produits alimentaires. Ainsi, la contribution de l'inflation sous-jacente, mesurée par la hausse de l'IPCH hors énergie et produits alimentaires, est restée globalement inchangée, avec un profil d'évolution relativement stable autour de 1,0 % tout au long de l'année.

Le **déficit** des administrations publiques a poursuivi son recul en 2018 pour l'ensemble de la zone euro (0,5 % du PIB, après 1,0 % en 2017). Comme c'est le cas depuis quelques années, la baisse du déficit total a résulté dans une large mesure d'évolutions conjoncturelles favorables, notamment la diminution des charges d'intérêts : les dettes à coût élevé arrivées à échéance ont continué à être remplacées par de nouvelles dettes émises à des **taux d'intérêt** plus faibles. En outre, le ratio de la **dette publique** par rapport au **produit intérieur brut (PIB)** de la zone euro a continué de baisser (85,9 %, après 87,8 % en 2017). ■

### Définitions

**Zone euro (ou Union économique et monétaire – UEM)** : ensemble géographique constitué par les 19 pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie nationale. Plusieurs critères sont nécessaires pour rejoindre la zone euro : il s'agit des critères de convergence du traité de Maastricht. Les 19 États membres constituant la zone euro sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie et la Slovaquie. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexe.

**Critères de convergence du Traité de Maastricht, déficit public au sens de Maastricht, dette publique notifiée, indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, parité de pouvoir d'achat (PPA), produit intérieur brut (PIB), taux d'intérêt, taux de change effectif nominal et réel** : voir rubrique « Définitions » en annexe.

### Pour en savoir plus

- « Déficit public de la zone euro à 0,5 % et dans l'UE à 0,7 % du PIB », *communiqué de presse* n° 161, Eurostat, octobre 2019.
- « Rapport annuel 2018 », Banque centrale européenne, avril 2019.
- « Rapport sur la convergence 2017 », Banque centrale européenne, mai 2018.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

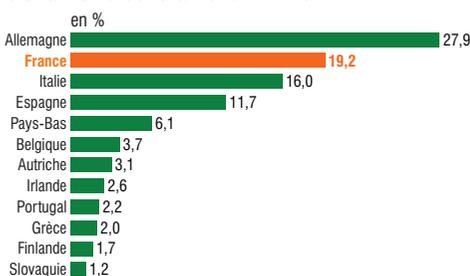
## Taux de change de l'euro contre devises

	pour un euro		
	2017	2018	2019
Dollar des États-Unis	1,1993	1,1450	1,1234
Yen japonais	135,01	125,85	121,94
Livre sterling	0,8872	0,8945	0,8508
Franc suisse	1,1702	1,1269	1,0854
Couronne danoise	7,4449	7,4673	7,4715
Couronne suédoise	9,8438	10,2548	10,4468
Couronne tchèque	25,535	25,724	25,408
Forint hongrois	310,33	320,98	330,53
Leu roumain	4,6585	4,6635	4,7830
Lev bulgare	1,9558	1,9558	1,9558
Zloty polonais	4,1770	4,3014	4,2568

Note : en fin d'année.

Source : Banque centrale européenne (extraction Eurostat du 9 janvier 2020).

## Part des principaux pays dans le PIB de la zone euro à 19 en 2018



Champ : États membres dont la part dans le PIB de la zone euro excède 1 %.

Note : PIB calculés en parités de pouvoir d'achat.

Source : Eurostat (extraction du 8 novembre 2019).

## Situation des pays de l'UE au regard des critères de convergence

	Solde des finances publiques <sup>1</sup>			Dettes publiques <sup>1,2</sup>			Inflation <sup>3</sup>			Taux d'intérêt à long terme <sup>4</sup>		
	en % du PIB			en % du PIB			en %			en %		
	2016 (r)	2017 (r)	2018	2016 (r)	2017 (r)	2018	2016 (r)	2017 (r)	2018	2016 (r)	2017 (r)	2018
Allemagne	1,2	1,2	1,9	69,2	65,3	61,9	0,4	1,7	1,9	0,09	0,32	0,40
Autriche	-1,5	-0,7	0,2	82,9	78,3	74,0	1,0	2,2	2,1	0,38	0,58	0,69
Belgique	-2,4	-0,7	-0,7	104,9	101,8	100,0	1,8	2,2	2,3	0,48	0,72	0,79
Bulgarie	0,1	1,1	1,8	29,3	25,3	22,3	-1,3	1,2	2,6	2,27	1,60	0,89
Chypre	0,1	1,7	-4,4	103,4	93,9	100,6	-1,2	0,7	0,8	3,77	2,62	2,18
Croatie	-1,1	0,8	0,3	81,0	78,0	74,8	-0,6	1,3	1,6	3,49	2,77	2,17
Danemark	0,2	1,7	0,8	37,2	35,5	34,2	0,0	1,1	0,7	0,32	0,48	0,45
Espagne	-4,3	-3,0	-2,5	99,2	98,6	97,6	-0,3	2,0	1,7	1,39	1,56	1,42
Estonie	-0,5	-0,8	-0,6	10,2	9,3	8,4	0,8	3,7	3,4	...	...	...
Finlande	-1,7	-0,7	-0,8	62,6	60,9	59,0	0,4	0,8	1,2	0,37	0,55	0,66
France	<b>-3,5</b>	<b>-2,8</b>	<b>-2,5</b>	<b>98,0</b>	<b>98,4</b>	<b>98,4</b>	<b>0,3</b>	<b>1,2</b>	<b>2,1</b>	<b>0,47</b>	<b>0,81</b>	<b>0,78</b>
Grèce	0,5	0,7	1,0	178,5	176,2	181,2	0,0	1,1	0,8	8,36	5,98	4,19
Hongrie	-1,8	-2,4	-2,3	75,5	72,9	70,2	0,4	2,4	2,9	3,14	2,96	3,06
Irlande	-0,7	-0,3	0,1	73,9	67,8	63,6	-0,2	0,3	0,7	0,74	0,80	0,95
Italie	-2,4	-2,4	-2,2	134,8	134,1	134,8	-0,1	1,3	1,2	1,49	2,11	2,61
Lettonie	0,1	-0,5	-0,7	40,2	38,6	36,4	0,1	2,9	2,6	0,53	0,83	0,90
Lituanie	0,2	0,5	0,6	39,9	39,3	34,1	0,7	3,7	2,5	0,90	0,31	0,31
Luxembourg	1,8	1,4	2,7	20,1	22,3	21,0	0,0	2,1	2,0	0,25	0,54	0,56
Malte	0,9	3,4	1,9	55,5	50,3	45,8	0,9	1,3	1,7	0,89	1,28	1,39
Pays-Bas	0,0	1,3	1,5	61,9	56,9	52,4	0,1	1,3	1,6	0,29	0,52	0,58
Pologne	-2,4	-1,5	-0,2	54,2	50,6	48,9	-0,2	1,6	1,2	3,04	3,42	3,20
Portugal	-1,9	-3,0	-0,4	131,5	126,0	122,2	0,6	1,6	1,2	3,17	3,05	1,84
Rép. tchèque	0,7	1,6	1,1	36,8	34,7	32,6	0,6	2,4	2,0	0,43	0,98	1,98
Roumanie	-2,6	-2,6	-3,0	37,3	35,1	35,0	-1,1	1,1	4,1	3,32	3,96	4,69
Royaume-Uni	-3,4	-2,4	-2,3	86,8	86,2	85,9	0,7	2,7	2,5	1,22	1,18	1,41
Slovaquie	-2,5	-1,0	-1,1	52,0	51,3	49,4	-0,5	1,4	2,5	0,54	0,92	0,89
Slovénie	-1,9	0,0	0,8	78,7	74,1	70,4	-0,2	1,6	1,9	1,15	0,96	0,93
Suède	1,0	1,4	0,8	42,3	40,7	38,8	1,1	1,9	2,0	0,54	0,65	0,65
<b>Valeur de référence<sup>5</sup></b>	<b>-3,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>60,0</b>	<b>60,0</b>	<b>60,0</b>	<b>...</b>	<b>1,9</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>3,20</b>	<b>...</b>

1. Chiffres notifiés à la Commission européenne et vérifiés par Eurostat. 2. Dette brute des administrations publiques au sens de Maastricht. 3. Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH), en moyenne annuelle. 4. En moyenne annuelle. 5. Pour l'inflation et les taux d'intérêt, les valeurs de référence sont issues des rapports sur la convergence de la Banque centrale européenne ; pour 2017 la période est mai 2017 à avril 2018.

Sources : Banque centrale européenne ; Commission européenne ; Eurostat (extraction du 5 novembre 2019).

## Comparaison de la zone euro à 19 aux États-Unis et au Japon en 2018

	Zone euro	États-Unis <sup>1</sup>	Japon <sup>2</sup>
Population (en millions)	341,8	327,2	126,5
Taux de chômage (en %) <sup>3</sup>	8,2	3,9	2,4
PIB (en milliards d'euros)	11 544,0	17 353,2	4 209,1
PIB par habitant (en euros PPA) <sup>4</sup>	32 800	44 300	30 300
Croissance en volume du PIB (en %) <sup>3</sup>	1,9	2,9	0,8
Déficit public (en % du PIB)	-0,5	-4,1	-3,0
Dettes publiques (en % du PIB)	85,9	136,5	234,3
Évolution des prix à la consommation (en %) <sup>3</sup>	1,8	2,4	1,0
Évolution de la production industrielle (en %) <sup>5</sup>	0,9	3,9	1,0
Évolution des ventes au détail en volume (en %) <sup>3</sup>	1,6	2,2	0,7
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	3,5	-2,4	3,5
Taux d'intérêt à long terme <sup>3</sup>	1,13	2,91	0,07

1. Donnée 2017 pour le déficit public. 2. Données 2017 pour le déficit public et la dette publique. 3. En moyenne annuelle. 4. PPA : parité de pouvoir d'achat. 5. Hors construction.

Sources : Banque mondiale ; Eurostat (extractions du 17 octobre 2019) ; OCDE.

## Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard